

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Mietgarantien wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die "Société wallonne" legt halbjährig den in Artikel 2 § 5 und in Artikel 3 § 1 erwähnten Zinssatz fest. Er entspricht dem durchschnittlichen Sparzinssatz (um die Treueprämie erhöhter Basiszinssatz), der von mindestens zwanzig, auf dem belgischen Gebiet tätigen Finanzeinrichtungen angewandt wird. Er wird überprüft, wenn sich dieser Satz um mindestens 10 Basispunkte von dem im Laufe des vorhergehenden Semesters geltenden Satz unterscheidet.»

Art. 2 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4410

[2006/203682]

26 OKTOBER 2006. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de huurwaarborg voor de woningen die door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of door de openbare huisvestingsmaatschappijen te huur worden aangeboden**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998, inzonderheid op de artikelen 61 en 94;

Op de voordracht van de « Société wallonne du Logement » van 13 juli 2006;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de huurwaarborg wordt vervangen als volgt :

« De Waalse Huisvestingsmaatschappij stelt halfjaarlijks de rentevoet vast bedoeld in artikel 2, § 5, en in artikel 3, § 1. De rentevoet is gelijk aan de gemiddelde spaarrentevoet (basisrente verhoogd met de getrouwheidspremie) van minstens twintig financiële instellingen die op het Belgisch grondgebied actief zijn. De rentevoet wordt herzien indien hij met minstens 10 procentpunt verschilt van de rentevoet zoals die van kracht is in de loop van het vorige halfjaar. »

Art. 2. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4411

[2006/203685]

26 OCTOBRE 2006. — **Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998, notamment l'article 104;

Sur la proposition de la Société wallonne du Logement du 29 août 2006;

Sur la proposition du Ministre du Logement,

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, ci-après intégralement reproduit en annexe, est approuvé.

Namur, le 26 octobre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe

Règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du LogementCHAPITRE I^{er}. — *Composition du conseil d'administration*

Article 1^{er}. Le conseil d'administration désigne, en son sein, un président et un vice-président.

L'élection se fait au scrutin secret.

CHAPITRE II. — *Les réunions du conseil d'administration*

Art 2. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président

Un agenda des séances du conseil est adopté par semestre le mois qui précède ledit semestre.

Le conseil doit être réuni lorsque cinq administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au siège social de la société ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Les convocations des réunions sont signées par le président du conseil d'administration ou, par ordre, par le directeur général. Elles contiennent l'ordre du jour de la séance. Chaque point de l'ordre du jour est étayé par un rapport ou une note d'information du directeur général présentant la matière et se terminant, s'il s'agit d'un rapport, par une proposition de décision. L'ensemble de ces documents est adressé, au moins six jours calendrier avant la date de la séance, par courrier ordinaire, tant aux membres effectifs qu'aux membres ayant voix consultative.

Avec l'accord du président et sur proposition motivée du directeur général (dont l'urgence), des rapports ou notes d'information peuvent faire l'objet d'un envoi ultérieur distinct, voire être déposés sur table pour être délibérés ou communiqués.

L'ordre du jour est établi par le président du conseil d'administration, sur proposition de directeur général.

Les commissaires du Gouvernement visés à l'article 25 des statuts de la société peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec l'accomplissement de leur mission.

En cas d'urgence, des points peuvent être ajoutés en début de séance moyennant l'accord d'au moins deux tiers des membres présents.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance doit en faire la demande par écrit au président, au moins huit jours ouvrables avant la séance.

Les séances sont ouvertes, présidées, suspendues et closes par le président du conseil et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le secrétariat des réunions est assuré par le directeur général assisté, pour l'exécution matérielle de cette tâche, par un greffier.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de la société et que les membres du conseil peuvent consulter, sans déplacement.

Les procès-verbaux, approuvés lors de la séance suivante, sont signés par le président et le directeur général ou par leurs remplaçants.

Les membres du conseil d'administration signent à chaque séance une liste de présence.

Art. 3. Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents. En cas de partage, la proposition est rejetée.

Les décisions prises dans le cadre de la carrière des agents le sont au scrutin secret. En cas de parité des voix ou si aucun candidat n'obtient la majorité des voix, il est procédé à un nouveau vote dit de ballottage entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix. Si la parité persiste ou si aucun candidat n'obtient la majorité des voix, le conseil d'administration nomme le fonctionnaire dont l'ancienneté de service est la plus grande. A égalité d'ancienneté de service, le fonctionnaire le plus âgé est nommé.

Lorsque le conseil décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement, sauf s'il requiert une instruction complémentaire.

Il est interdit à tout administrateur de la société :

1° d'être présent aux délibérations relatives à des objets à propos desquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec la société.

Art. 4. Si, après convocation régulière, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre d'administrateurs présents, sur les objets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

CHAPITRE III. — *Organisation et fonctionnement*

Art. 5. Le conseil d'administration peut créer en son sein des commissions. Un président est désigné au sein de chacune de celles-ci pour faire rapport au conseil du résultat de ses travaux. Le président d'une commission peut être suppléé par un vice-président également désigné par les membres de la commission.

Art. 6. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs et pose les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social et des missions de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société.

Art. 7. La rémunération allouée aux administrateurs est composée, par tiers, d'un émolument fixe, versé mensuellement, d'un jeton de présence et d'indemnités de séjour qui font l'objet d'un versement provisionnel mensuel calculé en fonction des participations aux réunions en tenant compte de onze réunions estimées pour l'année.

Art. 7bis. Le président du comité d'audit qui ne serait pas membre du conseil d'administration est invité permanent du conseil avec voix consultative pour tous les points fixés à l'ordre du jour relevant de la compétence du comité d'audit.

CHAPITRE IV. — *Délégations*

Art. 8. Conformément à l'article 21 des statuts de la Société wallonne du Logement, le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, ainsi qu'au directeur général.

Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont présentées à l'information du conseil d'administration, à sa plus proche séance.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Logement.

Namur, le 26 octobre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4411

[2006/203685]

26. OKTOBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere Artikel 104;

Auf Vorschlag der «Société wallonne du Logement» vom 29. August 2006;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens,

Beschließt:

Einziges Artikel - Die in der nachstehenden Anlage vollständig wiedergegebene allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der «Société wallonne du Logement» wird genehmigt.

Namur, den 26. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

Allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der «Société wallonne du Logement»

KAPITEL I — *Zusammensetzung des Verwaltungsrats*

Artikel 1 - Unter seinen Mitgliedern bestimmt der Verwaltungsrat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Sie werden in geheimer Abstimmung gewählt.

KAPITEL II — *Die Versammlungen des Verwaltungsrats*

Art. 2 - Der Verwaltungsrat tagt jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft dies verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert sein sollte, durch den stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Ein halbjährliches Programm der Sitzungen des Verwaltungsrats wird im Monat vor dem betreffenden Halbjahr festgelegt.

Der Rat muss zusammentreten, wenn mindestens fünf Verwalter es beantragen.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Die Einberufungen zu den Versammlungen werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder im Auftrag vom Generaldirektor unterzeichnet. Sie geben die Tagesordnung der Sitzung an. Jeder Punkt der Tagesordnung wird mit einem Bericht oder einer Information des Generaldirektors zur Darlegung der Angelegenheit bekräftigt; wenn es sich um einen Bericht handelt, wird diese Darlegung mit einem Beschlussvorschlag abgeschlossen. Die Gesamtheit dieser Unterlagen wird mindestens sechs Kalendertage vor dem Tag der Sitzung mit einfacher Post sowohl den Vollmitgliedern als den Mitgliedern mit beratender Stimme zugesandt.

Mit der Zustimmung des Vorsitzenden und auf begründeten Vorschlag des Generaldirektors (wobei die Dringlichkeit als Grund gelten kann) können Berichte oder Informationsnotizen später getrennt gesandt werden, oder während der Sitzung selbst vorgelegt werden, um beraten oder übermittelt zu werden.

Die Tagesordnung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats auf Vorschlag des Generaldirektors festgelegt.

Außerdem können die in Artikel 25 der Satzungen der Gesellschaft erwähnten Kommissare der Regierung jede Angelegenheit bezüglich der Ausführung ihrer Aufgabe auf die Tagesordnung des Verwaltungsrats bringen lassen.

In Dringlichkeitsfällen können am Anfang der Sitzung bestimmte Punkte hinzugefügt werden, unter der Voraussetzung, dass sich mindestens zwei Drittel der anwesenden Mitglieder damit einverstanden erklären.

Das Mitglied, das einen Punkt auf die Tagesordnung setzen möchte, muss dies mindestens acht Werktage vor der Sitzung schriftlich beim Vorsitzenden beantragen.

Der Ratsvorsitzende führt den Vorsitz über die Sitzungen, eröffnet sie, hebt sie auf und schließt sie ab; wenn dieser verhindert sein sollte, wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder in dessen Abwesenheit durch den ältesten Verwalter ersetzt.

Das Sekretariat der Sitzungen wird vom Generaldirektor gewährleistet; für die materielle Durchführung dieser Aufgabe steht ihm ein Schriftführer zur Seite.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden schriftlich in Protokollen niedergelegt, die am Gesellschaftssitz aufbewahrt werden, und in welche die Ratsmitglieder vor Ort Einsicht haben können.

Die Protokolle, die in der nächsten Sitzung gebilligt werden, werden vom Vorsitzenden und Generaldirektor oder von ihren Vertretern unterzeichnet.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats unterzeichnen in jeder Sitzung eine Anwesenheitsliste.

Art. 3 - Der Rat kann nur tagen und Beschlüsse fassen, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwalter gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Beschlüsse, die im Rahmen der Laufbahn der Bediensteten gefasst werden, erfolgen in geheimer Abstimmung. Bei Stimmengleichheit oder wenn kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhält, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchgeführt. Wenn die Stimmengleichheit bleibt oder wenn kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhält, ernennt der Verwaltungsrat den Beamten mit dem höchsten allgemeinen Dienstaltes. Bei gleichem allgemeinem Dienstaltes wird der älteste Beamte ernannt.

Beschließt der Rat, die Untersuchung eines auf der Tagesordnung stehenden Punkts zu vertagen, muss dieser Punkt unbedingt auf die Tagesordnung der unmittelbar folgenden Sitzung gesetzt werden, es sei denn, dieser Punkt benötigt eine ergänzende Untersuchung.

Jedem Verwalter der Gesellschaft ist es verboten:

1° bei Beratungen anwesend zu sein, die Angelegenheiten betreffen, an denen er ein direktes Interesse oder an denen seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an mit der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäften zu beteiligen.

Art. 4 - Wenn nach einer ordnungsgemäßen Einberufung nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der nächsten Sitzung, die durch eine zweite Einberufung festgelegt wird, für die Punkte, die zweimal nacheinander auf die Tagesordnung gebracht worden sind, beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

KAPITEL III — Organisation und Arbeitsweise

Art. 5 - In seiner Mitte kann der Verwaltungsrat Ausschüsse einrichten. Innerhalb jedes Ausschusses wird ein Vorsitzender benannt, der dem Rat über das Ergebnis der Arbeiten dieses Ausschusses Bericht erstattet. Der Vorsitzende eines Ausschusses kann durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, der ebenfalls durch die Mitglieder des Ausschusses benannt wird, vertreten werden.

Art. 6 - Die Verwaltungsrat verfügt über die Befugnisse und führt die Handlungen aus, die für die Umsetzung des Gesellschaftszwecks und der Aufgaben der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind. Er verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Führung und die Verwaltung der Gesellschaft.

Art. 7 - Die den Verwaltern gewährte Vergütung besteht zu je einem Drittel aus einer festen monatlich ausgezahlten Entlohnung, einer Anwesenheitsmarke und einer Entschädigung für Aufenthaltskosten; diese ist Gegenstand einer monatlichen Vorauszahlung, die auf der Grundlage der Teilnahme an den Versammlungen unter Annahme einer Anzahl von 11 Versammlungen pro Jahr berechnet wird.

Art. 7bis - Der Vorsitzende des Auditausschusses, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein würde, kann allen Ratssitzungen beiwohnen; er verfügt über eine beratende Stimme für alle auf die Tagesordnung gesetzten Punkte, die unter die Zuständigkeit des Auditausschusses fallen.

KAPITEL IV — *Vollmachten*

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 21 der Satzungen der «Société wallonne du Logement» kann der Verwaltungsrat unter seiner Verantwortung einem oder mehreren seiner Verwalter sowie dem Generaldirektor einen Teil seiner Befugnisse übertragen.

Die Beschlüsse, die im Rahmen dieser Vollmachten gefasst werden, werden dem Verwaltungsrat während seiner nächsten Sitzung zur Information mitgeteilt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der «Société wallonne du Logement» als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 26. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4411

[2006/203685]

26 OKTOBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998, inzonderheid op artikel 104;

Op de voordracht van de « Société wallonne du Logement » van 29 augustus 2006;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Enig artikel. Het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de « Société wallonne du Logement », volledig in de bijlage weergegeven, wordt goedgekeurd.

Namen, 26 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

—————
Bijlage

Huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de « Société wallonne du Logement »

HOOFDSTUK I. — *Samenstelling van de raad van bestuur*

Artikel 1. De raad van bestuur wijst een voorzitter en een ondervoorzitter uit zijn midden aan.

De verkiezing gebeurt bij geheime stemming.

HOOFDSTUK II. — *De vergaderingen van de raad van bestuur*

Art. 2. Na bijeenroeping door zijn voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter vergadert de raad van bestuur telkens als de belangen van de maatschappij het vereisen.

Een agenda van de zittingen van de raad wordt voor een heel semester goedgekeurd tijdens de maand die voorafgaat aan dat semester.

De raad moet vergaderen wanneer ten minste vijf bestuurders erom verzoeken.

De vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel van de « société » of op de in de oproepingen vermelde plaats.

De oproepingen voor de vergaderingen worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of, in volgorde, door de directeur-generaal. Zij vermelden de agenda van de zitting. Elk agendapunt wordt gesteund door een verslag of een informatienota van de directeur-generaal waarin het onderwerp wordt voorgesteld en beëindigd, als het om een verslag gaat, met een voorstel tot beslissing. Het geheel van deze documenten wordt per gewone post minstens zes dagen vóór de datum van de zitting gestuurd naar de gewone leden en de leden met raadgevende stem.

Met de instemming van de voorzitter en op met redenen omklede voordracht van de directeur-generaal, met name wat betreft de dringende noodzakelijkheid, kunnen verslagen of informatienota's later apart verzonden worden of zelfs voorgelegd worden om beraadslaagd of medegedeeld te worden.

De agendapunten worden door de voorzitter van de raad van bestuur vastgelegd op de voordracht van de directeur-generaal.

De Regeringscommissarissen bedoeld in artikel 25 van de statuten van de « société » kunnen bovendien elk vraagstuk dat betrekking heeft op de uitoefening van hun opdracht bij de raad van bestuur laten agenderen.

Bij aanvang van de vergadering, kunnen, bij een meerderheid van minstens twee derde van de aanwezige leden, agendapunten worden toegevoegd die dringend moeten besproken worden.

Het lid dat een bepaald punt op de agenda wenst te plaatsen, dient dit minstens acht werkdagen vóór de zitting schriftelijk mee te delen aan de voorzitter.

De zittingen worden geopend, voorgezeten, geschorst en gesloten door de voorzitter van de raad of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter of, bij gebrek, door de oudste bestuurder.

Het secretariaat van de vergaderingen wordt waargenomen door de directeur-generaal. Hij wordt bijgestaan door een griffier voor de materiële uitvoering van deze opdracht.

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden in notulen vermeld, die op de zetel van de « société » worden bewaard en die de leden van de raad zonder verplaatsing mogen raadplegen.

De notulen die bij de volgende zitting worden goedgekeurd, worden door de voorzitter en de directeur-generaal of door hun vervangers ondertekend.

Op elke zitting ondertekenen de leden van de raad van bestuur een presentielijst.

Art. 3. De raad kan slechts beraadslagen en beslissingen nemen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

De genomen beslissingen betreffende de loopbaan van de personeelsleden worden bij geheime stemming genomen. Bij staking van stemmen of als geen enkele kandidaat de meerderheid van de stemmen heeft verkregen, wordt herstemd over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen. Bij verdere staking van stemmen wordt de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit door de raad van bestuur benoemd. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt de oudste ambtenaar benoemd.

Als de raad beslist om de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden, tenzij een bijkomend onderzoek noodzakelijk is.

Het is elke bestuurder van de « société » verboden :

1° aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij hijzelf een rechtstreeks belang heeft of waarbij zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan de gunning van opdrachten met de « société ».

Art. 4. Indien het quorum na bijeenroeping niet bereikt is, beraadslaagt het Comité op geldige wijze bij de bij de tweede oproeping bepaalde zitting, ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, over de items die twee keer achtereen op de agenda zijn voorgekomen.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie en werking*

Art. 5. De raad van bestuur kan uit zijn midden commissies oprichten. In elke commissie wordt een voorzitter aangewezen die verslag uitbrengt bij de raad over haar werkzaamheden. De commissievoorzitter kan door een ondervoorzitter worden vervangen die ook door de leden van de commissie wordt aangewezen.

Art. 6. De raad van bestuur beschikt over alle bevoegdheden en stelt alle handelingen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel en de opdrachten van de « société ». Hij bezit de meest uitgebreide bevoegdheden om de « société » te beheren en te besturen.

Art. 7. Er wordt aan de bestuurders een vergoeding verleend die, per derde, bestaat uit een vaste maandelijke bezoldiging, presentiegeld en verblijfsvergoedingen die maandelijks provisioneel worden gestort en berekend in functie van de deelname aan de vergaderingen rekening houdend met elf geraamde vergaderingen per jaar.

Art. 7bis. De voorzitter van het auditcomité die geen lid van de raad van bestuur zou zijn, wordt door de raad met raadgevende stem op permanente basis uitgenodigd voor elk agendapunt dat onder de bevoegdheid van het auditcomité valt.

HOOFDSTUK IV. — *Delegaties*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 21 van de statuten van de « Société wallonne du Logement » kan de raad van bestuur onder eigen verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden opdragen aan één of meer van zijn bestuurders alsmede aan de directeur-generaal.

De beslissingen genomen in het kader van deze delegaties worden ter kennis gebracht van de raad van bestuur op zijn eerstvolgende vergadering.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2006 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de « Société wallonne du Logement ».

Namen, 26 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE